

**Gérard Grunberg**

**PS : les enjeux du congrès**

Rarement les enjeux d'un congrès socialiste auront été aussi lourds que ceux du prochain congrès de Reims. Mais rarement, également, les défis qu'il comporte auront été si difficiles à relever. Les deux principaux enjeux sont celui du leadership et celui de la ligne politique. Non seulement ils sont redoutables pris séparément mais encore leur intrication les rend particulièrement difficiles à affronter en même temps.

La question du leadership, d'abord. Qu'ils l'admettent ou non, les socialistes, qui constituent le seul grand parti d'opposition et le seul, à gauche, à avoir une chance de faire élire son candidat à une élection présidentielle, ont besoin d'avoir à leur tête un leader capable à la fois de parler en son nom et d'incarner, avec une crédibilité suffisante, l'opposition au pouvoir en place, et donc d'abord au président de la République. Cette condition est très difficile à remplir à l'heure actuelle pour trois raisons différentes qui cumulent leurs effets. La première est qu'aucun leader ne s'impose clairement au sein du parti comme ce fut le cas pour François Mitterrand après le congrès d'Épinay, en 1971, puis pour Lionel Jospin après l'élection présidentielle de 1995. La seconde est que de

nombreuses personnalités socialistes voudraient jouer ce rôle et que, compte tenu de la fragmentation interne du parti, c'est une situation de guerre de tous contre tous qui risque de prévaloir. La troisième est que le Parti socialiste, ayant refusé de trancher d'une manière claire la question de savoir si le Premier secrétaire avait ou non vocation à être son candidat à l'élection présidentielle, est à nouveau confronté aux ambiguïtés de notre régime politique.

Ce troisième point mérite quelque explication. Tentant de combiner les aspects parlementaires et présidentiels dans ses nouveaux statuts, ce parti a décidé de disjoindre l'élection du Premier secrétaire, élection effectuée par les adhérents, et la désignation du candidat, elle aussi effectuée par les adhérents, tout en organisant ces deux désignations dans la même période.

Ainsi la synchronisation de ces deux désignations, opérées par le même corps électoral au lendemain du congrès qui précède une élection présidentielle, pose une question centrale. Le parti, c'est-à-dire, en dernière instance, ses adhérents, choisira-t-il en 2011 la même personnalité comme Premier secrétaire et comme candidat à l'élection présidentielle ? C'est l'esprit des régimes parlementaires où les leaders des grands partis ont vocation le plus souvent à diriger un éventuel futur gouvernement ; or, dans le fonctionnement de la V<sup>e</sup> République, plus encore aujourd'hui qu'hier, le président de la République est le véritable chef du gouvernement. Ou, dans l'acceptation présidentialiste du régime, les adhérents voudront-ils ne faire du Premier secrétaire qu'une sorte de chef de l'administration du parti, le candidat à l'élection présidentielle étant désigné dans une tout autre optique et étant le véritable leader politique ? Dans ce cas, le parti pourrait, comme le souhaitent certains de ses dirigeants, instaurer des primaires ouvertes à l'ensemble des sympathisants.

Cette indétermination essentielle, due à la fois aux ambiguïtés du régime lui-même mais aussi à celles du Parti socialiste qui en découlent concernant la nature du poste de Premier secrétaire, a une conséquence décisive sur le fonctionnement actuel du parti et les résultats de son prochain congrès : chaque présidentiable potentiel a intérêt à empêcher tout autre rival possible d'accéder au poste de Premier secrétaire. Car c'est prendre le risque que le nouveau Premier secrétaire prenne alors un avantage décisif sur ses éventuels concurrents dans la course à la désignation du candidat. D'où l'hypocrite reprise en cœur par ceux d'entre eux qui ne sont pas en situation de s'emparer aujourd'hui de la direction du parti du refrain : « ce congrès n'est pas celui de la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle. Le fond doit passer avant les personnes ». Ce thème, populaire chez des militants lassés des querelles de personnes et du choc des ambitions, peut triompher dans le parti. Mais cette logique va directement à l'encontre de la nécessité pour le parti de désigner un vrai leader au lendemain de son congrès de Reims.

Cette difficulté est redoublée par le fait que, bien que le Parti socialiste soit devenu un grand parti présidentiel, au point de calquer le mode d'élection de son candidat à l'élection présidentielle, comme celui de son Premier secrétaire, sur celui de l'élection présidentielle elle-même, et que, dans ses nouveaux statuts, il ait fixé les temporalités de ses congrès par rapport aux dates des élections présidentielles, le discours de la plupart de ses dirigeants demeure hostile à la fois aux institutions de la V<sup>e</sup> République et à la présidentialisation du parti. Ce discours est contre-productif dans la mesure où, en faisant mine d'évacuer lors du prochain congrès la question présidentielle, le PS ne se prépare pas à accomplir de manière satisfaisante, quoiqu'en disent ses dirigeants, sa fonction essentielle qui

est de gagner l'élection présidentielle, d'autant que cette question est dans toutes les têtes... au moins de ses dirigeants.

Ainsi les ambiguïtés de notre régime politique ont trouvé leur exacte traduction, mais redoublées, au Parti socialiste. Elles créent une véritable schizophrénie dans ce parti qui, plus il se présidentialise, plus ses leaders, ou la plupart d'entre eux, se disent attachés à la logique parlementaire et clament leur horreur de la présidentialisaton. C'est sur ce réflexe que jouent ceux de ses dirigeants qui n'ont pas intérêt à ce qu'un véritable leader émerge du prochain congrès.

L'autre grand enjeu du congrès est celui de la redéfinition de la ligne politique du parti. Ici aussi, les difficultés sont grandes. En effet, au moment où les dirigeants socialistes français, dans leur majorité, semblent enfin près à effacer le retard de plusieurs décennies qu'ils ont pris sur leurs homologues européens en matière de révision idéologique et d'adaptation de leur ligne politique à l'évolution de leur environnement, et, ainsi, à réaliser ce que certains d'entre eux appellent, d'ailleurs à tort, la social-démocratisation de leur parti, c'est le modèle social-démocrate lui-même qui semble craquer de toutes parts face à l'accélération de la mondialisation de l'économie, à l'augmentation des flux migratoires plus ou moins contrôlés, à la crise de la construction européenne et à la montée des thèmes populistes. Le Parti socialiste doit donc ainsi en même temps rattraper son retard et faire face à la crise générale actuelle de la social-démocratie et donc contribuer à la redéfinition d'un projet spécifiquement socialiste dans le monde d'aujourd'hui, tâche particulièrement difficile.

À la lecture des différentes contributions au congrès de Reims, il semble que le retard historique semble pouvoir être rattrapé, au moins en partie. En effet, après la glaciation idéologique des dernières années et la période de l'anti-libéralisme flamboyant des congrès précédents, les textes présentés aujourd'hui témoignent, pour la plupart d'entre eux, d'une volonté de mieux prendre en compte les réalités, d'assumer plus clairement l'inévitable tension entre production et distribution, de mieux percevoir les contraintes de la mondialisation et de cesser enfin de diaboliser le libéralisme. Ils montrent également une plus grande préoccupation pour les problèmes réels et les solutions concrètes. Il existe donc probablement une majorité dans ce parti aujourd'hui pour assumer clairement une ligne réformiste et opposée à l'ultra-gauche.

Mais le problème est que cette révision idéologique, qui aurait dû être faite depuis plusieurs années, apparaît possible au moment même où la social-démocratie, dans son ensemble, peine à redéfinir un projet global spécifiquement socialiste face aux conséquences de la mondialisation au plan économique, et au retour idéologique des droites sur le plan politique.

L'insuffisance des ressources budgétaires et l'ampleur des déficits interdit de continuer à augmenter les dépenses publiques. Les conséquences de la mondialisation, c'est-à-dire notamment l'appauvrissement des pays sans ressources énergétiques et à hauts niveaux de salaires et de protection sociale, posent aux gauches européennes un redoutable problème. D'où leurs difficultés croissantes à mobiliser des majorités électorales. Leur situation en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Grèce est difficile. La tentation populiste est forte en Europe et les droites y sacrifient pour certaines d'entre elles – mais pas toutes, comme le montre l'action d'Angela Merkel. Cette

tentation travaille en profondeur des opinions publiques nationales inquiètes des conséquences des bouleversements mondiaux sur leur vie quotidienne et prêtes à réclamer un repli sur les frontières nationales. Les classes populaires sont tentées par un populisme national mais aussi anti-capitaliste. La crise de la construction européenne en témoigne. Le socialisme européen est déchiré entre le risque du grand saut libéral-démocrate – comme viennent de l’effectuer le nouveau Parti démocrate italien et, jadis, le New Labour – et la tentation populiste, visible en Allemagne mais aussi en Autriche avec la rupture récente de la grande coalition.

Dans certains pays, la peur du renouveau de l’extrême-gauche, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas notamment, peut conduire les partis socialistes à participer à cette réaction populiste et à réactiver un discours anti-capitaliste tout en prônant une politique nationale protectionniste. Il est vrai que les disfonctionnements graves du système économique mondial qui ont marqué la période récente favorisent le renouveau de l’anticapitalisme non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan moral. Face à cette situation, le socialisme européen, fragmenté et affaibli, n’a aucune réponse, ni forte, ni commune à offrir. Le Parti français est donc renvoyé à lui-même.

Or, le télescopage, dans ce parti, de la tendance nouvelle à assumer clairement le réformisme, annoncée avec la nouvelle déclaration de principes et poursuivie par les déclarations de Bertrand Delanoë et de nombre de grands élus locaux, et le retour d’une critique du capitalisme, encouragée par les mésaventures de la financiarisation d’une économie qui apparaît de plus en plus spéculative, critique portée par les extrême-gauches, représente un défi considérable. Dans ces conditions, la définition d’une nouvelle ligne politique claire et mobilisatrice est un formidable défi à relever. Et le trouble qui saisit la social-démocratie est

particulièrement perceptible dans le Parti socialiste français. Or, le choix de la voie populiste serait probablement suicidaire pour un parti dont la crédibilité et l'influence reposent pour une large part sur les couches moyennes et supérieures éduquées, réformistes, et libérales culturellement, alors que la récupération en retour de la partie des classes populaires qui a déserté la gauche est très incertaine face à des extrêmes, de gauche et de droite, mieux armés pour tenir ce discours. Le déclin du Parti communiste est là pour le démontrer.

Mais il faut reconnaître que la voie réformiste n'est pas non plus exempte de dangers dans la conjoncture actuelle. Il serait donc injuste d'incriminer le seul Parti socialiste pour ses difficultés et ses hésitations alors que la situation objective est extrêmement difficile pour lui. Il dépend cependant de lui-même qu'il dégage un minimum de cohérence politique et s'y tienne, c'est à dire, par exemple, qu'il cesse de se dire à la fois réformiste et ouvert à toutes les cultures de gauche, fussent-elles anti-réformistes. Son combat doit être mené sur deux fronts, contre la droite conservatrice et contre l'ultra-gauche révolutionnaire. L'un est complémentaire de l'autre. Certes, cela ne résout pas pour autant toutes les difficultés. D'où la nécessité d'avoir un véritable leader pour tenter de les surmonter.

Or, précisément, ces deux défis redoutables, celui de la désignation d'un véritable leader et celui de la redéfinition de la ligne politique, difficiles à affronter séparément, sont aujourd'hui inextricablement liés dans la perspective du prochain, et cette situation redouble la difficulté à laquelle est confrontée le Parti socialiste.

En effet, s'il existe potentiellement une majorité clairement réformiste dans le parti, cette majorité n'a pas de leader qui s'impose. Mieux encore, les

différentes personnalités qui la composent n'en veulent pas, subordonnant la formation de cette majorité politique à la désignation d'un Premier secrétaire non présidentiable. Symétriquement, face à ce scénario s'esquisse autour de Martine Aubry une alliance de circonstance entre des fractions du parti qui se sont opposées depuis très longtemps politiquement et qui ont des désaccords profonds notamment sur la question du réformisme et de la construction européenne. Dans ce scénario l'émergence éventuelle d'un nouveau leader irait de pair avec l'absence de définition d'une ligne politique claire.

Le risque est donc grand que le Parti socialiste soit incapable de résoudre en même temps les deux grands défis auxquels il est confronté. Or, n'en résoudre qu'un, quel qu'il soit, c'est en réalité n'en résoudre aucun. Pour gagner une élection présidentielle il faut un leader de premier plan, disposant d'une forte popularité, à la fois dans son parti et dans le pays, et des capacités et une autonomie suffisante pour pouvoir présenter aux électeurs un programme mobilisateur. La dernière élection présidentielle a montré que l'un des avantages essentiels de Nicolas Sarkozy sur Ségolène Royal avait été que celui-ci avait pris le contrôle de son parti trois ans avant l'élection et avait eu ainsi le temps se préparer et de préparer son parti à cette échéance cruciale. Les socialistes semblent partis, eux, pour refaire les mêmes erreurs que naguère. A moins que les adhérents eux-mêmes, au lendemain du prochain congrès, prennent directement cette affaire en main et choisissent un véritable leader pour les diriger... c'est-à-dire un leader capable dans les trois ans qui viennent de s'imposer comme le principal challenger de la droite à la prochaine élection présidentielle. Tâche délicate et risquée dans la confusion actuelle !

***Gérard Grunberg est directeur de recherche  
au CNRS/Sciences Po.***